

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 666

4 mars 2016

SOMMAIRE

Arc Barcelona S.à r.l.	31922	IF-Experts-Comptables	31930
Blue River Holdings Lux S.à r.l.	31922	IF-Finance	31930
Blue Water Capital S.A.	31922	Interfiduciaire S.A.	31931
BROCKMONT International S.A.	31923	INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l.	31932
Cannoniere Holding S.à r.l.	31924	JC International Distribution Services GmbH	31966
Cannonière S.à r.l.	31936	JMCE S.A.	31932
Cardon S.A.	31923	JP/LX BC Stereo V S.à r.l.	31933
Comex Euro Developments S.A.	31923	JVP Luxembourg	31933
Compagnie Européenne de Promotion (C.E.P.) S.A., SPF	31924	Kantstraße 162 Beteiligung S.à r.l.	31928
Corinthian Capital Corporation S.A.	31924	Kato S.à r.l.	31933
Défends-toi!	31925	Kemaba Finance S.A.	31934
Digital Services LII (GP) S.à r.l.	31925	L1T FP Holdings S.à r.l.	31949
Direct Lending Fund II General Partner S.à r.l.	31925	Lac Prop Co. B S.à r.l.	31957
Erste International S.A.	31926	LBREM II Luxco S.à r.l.	31935
Eurostone Srio S.C.A.	31937	LBREM II NW Holdings S.à r.l.	31935
Firstwood Holdings Lux S.à r.l.	31936	LDL S.A., Loison Data Luxembourg S.A. ...	31966
Firstwood Investments Lux S.à r.l.	31927	Lendit Luxembourg S.A. SPF	31935
Food Delivery Holding 31 S.à r.l.	31927	Lux Brands S.A.	31934
F. Peeraer & Cie	31926	Macquarie Global Infrastructure Funds 2 S.à r.l.	31931
Fracena S.A.	31928	Megrez Capital S.à r.l.	31937
Geoholding	31928	Pandemonium SA	31967
Granduché SCI	31929	Vanguard Bidco S.à r.l.	31936
IF-Advisory	31929		

Arc Barcelona S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.232.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions de clôture de liquidation prises le 22 décembre 2015 par l'assemblée générale extraordinaire des associés (l'Assemblée) de la Société

Par résolutions prises le 22 décembre 2015, l'Assemblée a décidé:

- de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 22 décembre 2015;
 - que les livres et documents sociaux de la Société seront conservés dans les bureaux de l'étude d'avocats Beerens & Avocats S.à r.l. dont l'adresse actuelle est au 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, pendant une période de cinq années à compter de la publication du présent extrait; et
 - que toutes les dettes de la Société ont été payées et toutes distributions ou provisions nécessaires ont été effectuées.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arc Barcelona S.à r.l.

Référence de publication: 2016000833/18.

(150240961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Blue River Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 177.733.

Par résolutions signées en date du 24 décembre 2015, l'associé unique a décidé

- d'acter et d'accepter la démission de Jerome Silvey de son mandat de gérant avec effet au 24 décembre 2015
- d'acter et d'accepter la démission de Peggy Murphy de son mandat de gérant avec effet au 24 décembre 2015
- de nommer Baptiste Dupuy avec adresse professionnelle au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg en qualité de gérant pour une durée indéterminée à compter du 24 décembre 2015
- de modifier l'adresse professionnelle de Thierry Drinka, Gérant, du 3 rue Mozart, L-2166 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de noter la décision des gérants de la Société de transférer le siège social de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015
- de noter le changement d'adresse de l'associé de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2016000895/21.

(150240285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Blue Water Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 169.926.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 29 décembre 2015 au siège social de la société, il a été décidé:

Première résolution:

Le conseil, après lecture de la lettre de démission de Monsieur Patrick Haller, de sa fonction d'administrateur, décide d'accepter cette démission.

Deuxième résolution:

Le conseil coopte comme nouvel administrateur avec effet immédiat, Monsieur Julien Nicaud, résidant professionnellement au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.

Troisième résolution:

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 8, rue de Beggen, L-1220 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLUE WATER CAPITAL S.A.
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2016000896/21.

(150240900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

**Cardon S.A., Société Anonyme,
(anc. BROCKMONT International S.A.).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 38.068.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 26 mai 2014

1. Le mandat d'administrateur de Monsieur Gérard MATHEIS, né à Luxembourg (Luxembourg), le 4 décembre 1962, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été reconduit pour une durée indéterminée.

2. Le mandat d'administrateur de Monsieur Sinan SAR, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été reconduit pour une durée indéterminée.

3. Le mandat de commissaire aux comptes de la société Kohnen & Associés S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B114190, société anonyme, avec siège social au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg a été reconduit pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Décembre 2015.

Pour Cardon S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016000931/21.

(150240423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Comex Euro Developments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 33A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 169.424.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique tenue au siège social le 28 Décembre 2015:

1) L'Assemblée décide de nommer au poste d'administrateur et de président de la Société, avec effet immédiat, pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la Société devant se tenir en 2017:

- Monsieur Fabien BEDET, né le 13 Mai 1985 à Gien, France, demeurant professionnellement au 33A, route de Luxembourg, L-5752 Frisange.

2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'Administrateur-délégué de la Société, lui conférant la gestion journalière des affaires ainsi que la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, avec effet immédiat, pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la Société devant se tenir en 2017:

- Monsieur Fabien BEDET, né le 13 Mai 1985 à Gien, France, demeurant professionnellement au 33A, route de Luxembourg, L-5752 Frisange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Comex Euro Developments S.A.

Référence de publication: 2016000943/22.

(150239970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Corinthian Capital Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 114.622.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 30 décembre 2015

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (l'Assemblée) en date du 30 décembre 2015 que:

- L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du liquidateur et de celui du commissaire à la liquidation sur l'ensemble des opérations de liquidation, a décidé de clôturer la liquidation de la Société.

- Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans au moins au siège social de la Société, sis au 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME

Corinthian Capital Corporation S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016000947/21.

(150240955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Cannoniere Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 184.160.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 30 décembre 2015 que celui-ci:

- Approuve le rapport du commissaire à la liquidation;

- Donne décharge aux anciens membres du conseil d'administration, au liquidateur et au commissaire à la liquidation;

- Prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 décembre 2015;

- Décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: Maprima Luxembourg S.A., 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016000958/19.

(150240953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Compagnie Européenne de Promotion (C.E.P.) S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 26.440.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 25 novembre 2015

Quatrième résolution:

Le mandat du Commissaire étant arrivé à échéance à la date statutaire de l'assemblée générale, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet au 12 juin 2015 le mandat de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période d'un an jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE EUROPEENNE DE PROMOTION (C.E.P.) S.A., SPF

Société anonyme - société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2016000991/18.

(150239899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Défends-toi!, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4244 Esch-Alzette, 21, rue des Mines.

R.C.S. Luxembourg F 6.102.

Entre les soussignés:

1) Marc Weber, fonctionnaire d'État, né le 04.10.1974 à Luxembourg, demeurant à L-5451 Stadtbredimus, 60A, Dickstrooss.

2) David Chenut, fonctionnaire d'État, né le 28.02.1975 à Esch/Alzette, demeurant à L-4244 Esch-Alzette, 21, rue des Mines.

3) Pollyanna Martins Correia, sans état, née le 08.03.1976 à Governador Valadares (BRA), demeurant à L-4244 Esch-Alzette, 21, rue des Mines.

ainsi que ceux en nombre illimité, qui acceptent les présents statuts, il est constitué par la présente une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994.

Chapitre 1^{er} . Modification des statuts, siège social.

Art. 2. Le Art.2 a changer comme suit:

Le siège social est à L-4244 Esch-Alzette, 21, rue des Mines.

Marc Weber / David Chenut / Pollyanna Martins Correia.

Référence de publication: 2016001005/21.

(150240966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Digital Services LII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.447.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé et effectif en date du 29 décembre 2015, que l'associé unique de la Société, Global Online Takeaway Group S.A., a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Food Delivery Holding 13 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B193.897.

En conséquence, les 12.500 parts sociales de la Société sont désormais détenues par le nouvel associé unique, Food Delivery Holding 13 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Digital Services LII (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2016001008/19.

(150239745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Direct Lending Fund II General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 190.707.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 30 décembre 2015

L'associé unique a décidé de prendre les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Craig Tennier en tant que Gérant de la Société avec effet au 30 décembre 2015;

- Nomination de Monsieur Anthony Fobel, né le 05 juillet 1965 à Johannesburg, Afrique du Sud, demeurant au 77, Grosvenor Street, Londres W1K 3JR Royaume-Uni en tant que Gérant de la Société à durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015;

- Nomination de Monsieur Klaus Petersen, né le 26 janvier 1970 à Marl, Allemagne, demeurant au 77, Grosvenor Street, Londres W1K 3JR Royaume-Uni en tant que Gérant de la Société à durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015;

- Nomination de Monsieur Ronan Carroll, né le 11 novembre 1971 à Dublin, Irlande, demeurant au 6D route de Trèves, Senningerberg, L-2633 Luxembourg en tant que Gérant de la Société à durée indéterminée avec effet au 30 décembre 2015;

Au 30 décembre 2015, le Conseil de gérance se compose comme suit:

- Henry Kelly (Gérant)
- William Jones (Gérant)
- Anthony Fobel (Gérant)
- Klaus Petersen (Gérant)
- Ronan Carroll (Gérant)

Pour copie conforme
Saliha Guettaf

Référence de publication: 2016001009/27.

(150240800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Erste International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 77.889.

Par résolutions du Conseil d'Administration tenu le 18 décembre 2015 au siège social de la Société, il a été décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Gian Luca Benni de sa fonction d'administrateur, avec effet au 15 novembre 2015;

- D'accepter la démission de Monsieur Marco Gostoli de sa fonction d'administrateur, avec effet au 15 novembre 2015;

- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet au 15 novembre 2015 et jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016, Monsieur Angelo Saracino, né le 2 mai 1983 à Crotona, Italie et résident professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg;

- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet au 15 novembre 2015 et jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016, Monsieur Cédric Finazzi, né le 24 février 1981 à Mont-Saint-Martin, France et résident professionnellement au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ERSTE INTERNATIONAL S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016001040/20.

(150240620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

F. Peeraer & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 174.043.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du Rapport de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de F. Peeraer & Cie

L'assemblée des associés est tenue, extraordinairement, au siège social en date du 29 décembre 2015 à 14 heures.

Résolutions

1. L'Assemblée constate qu'il n'y a plus d'activité au sein de la société depuis le 15 décembre 2015. L'assemblée approuve la liquidation volontaire de la société F. Peeraer & Cie avec effet au 15 décembre 2015.

Au 15 décembre 2015, la société est donc dissoute et liquidée.

2. L'Assemblée approuve que les livres comptables et documents sociaux de la société seront conservés à l'adresse suivante: 5, rue Prince Jean L-4740 Pétange et ce pour une durée minimale de cinq ans.

Toutes les résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 15 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Frank Peeraer / Merel Peeraer / Amber Peeraer.

Référence de publication: 2016001075/20.

(150241123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Firstwood Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.543.

Par résolutions signées en date du 24 décembre 2015, les associés ont décidé

- d'acter et d'accepter la démission de Jerome Silvey de son mandat de gérant avec effet au 24 décembre 2015
- de nommer Carl Tash avec adresse professionnelle au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg en qualité de gérant pour une durée indéterminée à compter du 24 décembre 2015
- de modifier l'adresse professionnelle de Thierry Drinka, Gérant, du 6 rue Julien Vesque, L-2668 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de noter la décision des gérants de la Société de transférer le siège social de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015
- de noter le changement d'adresse de l'un des associés de la Société Firstwood Holdings Lux S.à r.l. du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001089/20.

(150240095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Food Delivery Holding 31 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 198.533.

I. Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé et effectif en date du 29 décembre 2015, que l'associé unique de la Société, Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- ECommerce Business 11 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B197.643.

En conséquence, les 12.500 parts sociales de la Société sont désormais détenues par le nouvel associé unique, ECommerce Business 11 S.à r.l.

II. Démission d'un gérant

Monsieur Philipp LEDERER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 29 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais de la manière suivante:

- Monsieur Ralf WENZEL, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Food Delivery Holding 31 S.à r.l.

Référence de publication: 2016001093/27.

(150240600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Fracena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 181.020.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «FRACENA S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 23 décembre 2015, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31111.

- que la société «FRACENA S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 181020,

constituée suivant acte notarié en date du 16 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3091 du 5 décembre 2013,

se trouve à partir de la date du 23 décembre 2015 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 1^{er} décembre 2015 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 31 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001119/26.

(150240988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Kantstraße 162 Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 202.607.

En vertu d'un contrat de cession de parts conclu en date du 18 décembre 2015, l'associé unique de la Société, International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A. (B-46.448) a transféré l'intégralité des 12,500 parts sociales détenues dans la Société à RFR Lux Holdings S.à r.l. (numéro d'immatriculation auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg: B-125.601), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Depuis la date du contrat précité, RFR Lux Holdings S.à r.l. est l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Pour la Société

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Manager

Référence de publication: 2016001273/18.

(150240483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Geoholding, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 38.176.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 novembre 2015 a décidé de:

- transférer le siège social de la société de L-1940 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie à L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy;

- renouveler Madame Annette GOEDERT-STOFFEL, née le 6 mars 1938 à Luxembourg, demeurant à L-8264 Mamer, 23, Roude Wee, en qualité d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020;

- renouveler Mademoiselle Tessy GOEDERT, née le 11 mai 1969 à Luxembourg, demeurant à L-8264 Mamer, 21, Roude Wee, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020;

- renouveler Monsieur Jean-Claude LUCIUS, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020;

- renouveler la société SWL S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 85.782, en qualité de commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald, le 29 décembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2016001170/24.

(150240459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Granduché SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3501 Dudelange, 35, rue Aloyse Kayser.

R.C.S. Luxembourg E 3.324.

—
EXTRAIT

Suite à la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 16 juin 2015, il a été décidé de:

- modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter que, suite à la cession des parts intervenue en date du 10 décembre 2015, les nouveaux associés de la Société sont:

* La société Sofijac S.à.r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 2bis, rue Marguerite Thomas-Clément, L-3396 Roeser, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 192,354, détenant 24 parts de la Société; et

* Monsieur Christian Bos, demeurant professionnellement à 2bis, rue Marguerite Thomas- Clément, L- 3396, Grand-Duché de Luxembourg, détenant 1 part de la Société.

- modifier l'article 4 des statuts afin de refléter le changement de siège social de la Société qui a été transféré du 35, rue Aloyse Kayser, L-3501 Dudelange, Grand-Duché du Luxembourg, au 2bis, rue Marguerite Thomas-Clément, L-3396 Roeser, Grand-Duché de Luxembourg,

- constater la démission de Madame Claire Jacques en qualité de gérant de la Société et de nommer M. Christian Bos en remplacement de celle-ci, aux fonctions de gérant, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Pour Granduché SCI

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016001179/26.

(150240573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

IF-Advisory, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 143.980.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 18 novembre 2015 a renouvelé:

- Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans ses mandats d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- Monsieur Jean-Marie Schockmel, conseil fiscal, né le 5 février 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans son mandat d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- Monsieur Daniel Fondu, conseil, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, dans son mandat de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016001226/23.

(150240123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

IF-Experts-Comptables, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 148.154.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 20 novembre 2015 a:

- renouvelé Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Jean-Marie Schockmel, conseil fiscal, né le 5 février 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Daniel Fondu, conseil, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016001228/23.

(150240124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

IF-Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 142.493.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 20 novembre 2015:

- a renouvelé Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- a renouvelé Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- a renouvelé Monsieur Jean-Marie Schockmel, conseil fiscal, né le 5 février 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- a renouvelé Monsieur Daniel Fondu, conseil, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016001229/23.

(150240125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Macquarie Global Infrastructure Funds 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 33.700,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 103.975.

Lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société en date du 18 décembre 2015, les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de M. Howard Higgins, de son mandat de gérant B de la Société avec effet immédiat;
2. nomination de M. Cord von Lewinski, né le 12 avril 1976 à Giessen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 2-4 Bockenheimer Landstrasse, 60306 Frankfurt am Main (Allemagne), en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée; et
3. nomination de M. Jason Soon, né le 11 octobre 1978 à Kuala Lumpur (Malaisie), ayant son adresse professionnelle au 50, Martin Place, Sydney NSW 2000 (Australie), en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société se compose ainsi:

Gérants A:

Mme Rosa VILLALOBOS

Mme Bénédicte HERLINVAUX

M. Manfred SCHNEIDER

Gérants B:

M. Cord VON LEWINSKI

M. Jason SOON

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001356/27.

(150240332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Interfiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 77.376.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 20 novembre 2015 a:

- renouvelé Monsieur Jean-Claude Lucius, expert-comptable, né le 13 novembre 1966 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur, d'administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Jean-Philippe Mersy, expert-comptable, né le 20 avril 1971 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Jean-Marie Schockmel, conseil fiscal, né le 5 février 1956 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016;

- renouvelé Monsieur Daniel Fondu, conseil, né le 16 juin 1959 à Lobbes (Belgique), demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016001242/23.

(150240126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

INVESCO PIT (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 566.554,78.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 121.720.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 16 décembre 2015 que Invesco Property Income Trust Limited ayant son siège social au Ordnance House, 31 Pier Road, St Helier, Jersey JE4 8PW, enregistrée auprès du «Registrar of Jersey» sous le numéro 88509 a vendu ses 20,808 parts sociales émises sans mention de valeur nominale à Glowsquare S.A, ayant son siège social au 10-12, rue Adolphe Fischer à L-1520 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194.828, de sorte que toutes les parts sociales de la Société sont désormais détenues par Glowsquare S.A..

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 17 décembre 2015 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 70, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet au 16 décembre 2015.

- Madame Simone Schmitz, Madame Marion Geniaux, Monsieur Angus Pottinger and Monsieur Richard Barnes démissionnent de leur poste de gérant de la société avec effet au 16 décembre 2015.

- Monsieur Leonardo Vozzi, née le 9 juillet 1983 à Policoro (MT), Italie et ayant son adresse professionnelle 10-12, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg est nommée en remplacement des gérants démissionnaires avec effet au 16 décembre 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001246/24.

(150240169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

JMCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 131.333.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 décembre 2015

L'Assemblée a décidé de transférer le siège social de la Société de L-2530 Luxembourg, 10A, rue de Henri M. Schnadt à L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie avec effet au 8 décembre 2015.

A cette même date, l'Assemblée a décidé de démissionner Monsieur Eddy Wirtz, Madame Ludivine Rockens et Madame Sylviane Courtois, ayant tous leur adresse professionnelle à L-2530 Luxembourg, 10A, rue de Henri M. Schnadt de leurs mandats d'administrateurs avec effet au 8 décembre 2015.

De plus, l'Assemblée a décidé de nommer Monsieur Alain Heinz, Monsieur Laurent Kind et Madame Yasmina Bekouassa, ayant tous leur adresse professionnelle à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, en tant que nouveaux Administrateurs de la Société pour une durée de six ans avec effet au 8 décembre 2015.

L'Assemblée a décidé de démissionner la société Fiduo S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10 A rue Henri M. Schnadt, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 56248 de son mandat de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 8 décembre 2015.

Enfin, l'Assemblée a décidé de nommer la société Hoche Partners Trust Services S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 110094 en tant que nouveau Commissaire aux Comptes de la Société pour une durée de six ans avec effet au 8 décembre 2015.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2016001267/26.

(150239846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

JP/LX BC Stereo V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.981.925,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 139.381.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société datées du 30 décembre 2015

L'associé unique a pris connaissance du rapport du liquidateur et l'a approuvé.

L'associé unique a décidé de renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation pour contrôler les actions effectuées par le liquidateur.

Considérant que toutes les dettes de la Société ont été payées et que le restant des actifs de la Société a été distribué comme boni de liquidation à l'associé de la Société et qu'il n'existe aucun boni de liquidation en souffrance, l'associé unique décide de clôturer la liquidation de la Société avec effet au 30 décembre 2015.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel pendant cinq ans à compter de la date de publication de la présente mention au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JP/LX BC Stereo V S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016001269/22.

(150240978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

JVP Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 198.282.

Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la société JVP Luxembourg SARL tenue au siège social de la société en date du 30 novembre 2015

Décisions:

L'assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- de procéder au transfert du siège social actuel, le 128, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, vers le 7 rue Guillaume J. Kroll à L-1882 Luxembourg

- de rendre ce transfert effectif à compter de la date de cette Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016001270/18.

(150240226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Kato S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 134.967.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 23 décembre 2015

1. Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 23 décembre 2015.

2. Le siège social de l'associé la société Mayfair Holding Company S.C.S. a été transféré du 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 23 décembre 2015.

3. La société Wisteria Investment Management Sàrl a démissionné de son mandat de gérant unique avec effet au 22 décembre 2015.

4. Monsieur Tobias STEMMLER, né le 18 juillet 1983 à Neunkirchen (Allemagne), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée, avec effet au 23 décembre 2015.

5. Monsieur Harald THUL, né le 13 mars 1972 à Bonn (Allemagne), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée, avec effet au 23 décembre 2015.

Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Kato S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016001274/24.

(150240270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Kemaba Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 111.418.

Extrait des décisions des actionnaires prises en date du 28 décembre 2015

Les actionnaires ont pris acte de:

- La démission de Monsieur Massimo Raschella, administrateur de catégorie B, avec effet immédiat,

- La démission de Madame Estelle Wanssy, administrateur de catégorie B, avec effet immédiat.

Faisant suite à ces démissions, les actionnaires ont décidé de nommer, avec effet au 29 décembre 2015:

- Monsieur Patrick Moinet, résidant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, administrateur de catégorie B, jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires se tenant en 2021,

- Monsieur Bruno Beernaerts, résidant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, administrateur de catégorie B, jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires se tenant en 2021,

- Madame Isabelle Cimarelli, résidant professionnellement au 51 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, administrateur de catégorie B, jusqu'à l'Assemblée Générale des actionnaires se tenant en 2021.

Monsieur Giovanni Stucchi, actuellement administrateur de catégorie B sera, à compter de ce jour, administrateur de catégorie A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

KEMABA FINANCE SA

Référence de publication: 2016001287/23.

(150240323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Lux Brands S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 192.888.

Procès-verbal d'une assemblée générale de l'actionnaire unique tenue le 25 novembre 2015

L'assemblée générale tenue le 25 novembre 2015 a pris les résolutions suivantes:

1. d'accepter la démission de Mme Eva Braun comme administratrice de classe B de la Société avec effet immédiat.

2. d'accepter la démission de Mr Peter Braun comme administrateur de classe A de la Société et d'administrateur délégué avec effet immédiat.

3. de révoquer Mr Christophe Davezec comme administrateur de classe B de la Société avec effet immédiat.

4. de nommer Mr. Roel Schrijen, né le 30 Juin 1973 à Sittard, les Pays-Bas, résidant professionnellement à 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, en tant qu'administrateur unique de la Société et en tant qu'administrateur délégué avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

5. de révoquer Alterdomus Luxembourg SARL en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat;

6. de nommer Tribeca Consulting and Management SARL, avec la siège social à 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

7. de transférer la siège social de la Société au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet immédiat.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2016001313/23.

(150240836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

LBREM II Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 132.598.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 30 décembre 2015

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) en date du 30 décembre 2015 que:

- L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du liquidateur et de celui du commissaire à la liquidation sur l'ensemble des opérations de liquidation, a décidé de clôturer la liquidation de la Société; et
- Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans au moins au siège social de la Société, sis au 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME
LBREM II Luxco S.à r.l. (en liquidation)
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2016001326/20.

(150240989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

LBREM II NW Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 132.599.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 30 décembre 2015

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) en date du 30 décembre 2015 que:

- L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du liquidateur et de celui du commissaire à la liquidation sur l'ensemble des opérations de liquidation, a décidé de clôturer la liquidation de la Société; et
- Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de 5 ans au moins au siège social de la Société, sis au 9B, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME
LBREM II NW Holdings S.à r.l. (en liquidation)
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2016001327/20.

(150240992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Lendit Luxembourg S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 66.356.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale annuelle tenue au Siège Social en date du 30 décembre 2015

Reconduction des mandats de Monsieur Jean-Marc FABER né le 07/04/1966 à Luxembourg, Monsieur Manuel BORDIGNON né le 04/06/1969 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), et Monsieur Christophe MOUTON né le 20/11/1971 à Saint-Mard (Belgique), tous trois demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, au poste d'administrateurs.

Nomination d'ACCOUNTIS S.à r.l (anciennement Fiduciaire Jean-Marc Faber & CIE s.à r.l), ayant son siège au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le N° B60 219 au poste de Commissaire aux Comptes.

Tous les mandats viendront à échéance au cours de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

LENDIT LUXEMBOURG S.A. S.P.F.

Référence de publication: 2016001332/19.

(150240865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Vanguard Bidco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.936.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016001722/9.

(150239896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Cannonière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 184.450.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 30 décembre 2015 que celui-ci:

- Approuve le rapport du commissaire à la liquidation;
- Donne décharge aux anciens membres du conseil d'administration, au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
- Prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 30 décembre 2015;
- Décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: Maprima Luxembourg S.A., 89B, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016000928/19.

(150240952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Firstwood Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.523.

Par résolutions signées en date du 24 décembre 2015, les gérants ont décidé

- de transférer le siège social de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015
- de modifier l'adresse professionnelle de Thierry Drinka, Gérant, du 6 rue Julien Vesque, L-2668 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- de noter le changement d'adresse de l'associé de la Société du 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 24 décembre 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2016001088/17.

(150240096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Eurostone Srio S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3a, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 183.026.

Les statuts coordonnés au 02/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015208869/12.

(150235437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Megrez Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 202.506.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-second day of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER notary residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mrs. Grazia Anna Maria Losavio, born on August 20, 1943 in Taranto, Italy, residing professionally at Via Cataldo Nitti, 88, 74123 Taranto, Italy, here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, residing professionally au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in Taranto on September 16th, 2015

2. Mr. Jacopo Benedetto Signorile, born on May 16, 1973 in Rome, Italy residing professionally at Via Pietro Raimondi 6, 00197 Rome, Italy, here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, residing professionally au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal on September 2015.

3. Mr. Edoardo Ciravegna, born on July 21, 1949; in Bra, Italy; residing at Via Cosimo del Fante, 8, 20122 Milano, Italy;

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, residing professionally au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in in Milano on September 15th, 2015.

The said proxies, initialed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declared to organize as follows:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders. The Company will exist under the name of "Megrez Capital S.à r.l."

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have

no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The Company's object is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the "Affiliates") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third party lender of the Affiliates);

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed;

(7) To act as general partner ("associé gérant commandité") of one or more Luxembourg partnership(s) and, in that capacity, the Company may administer and manage such partnership(s) and their assets and decide on their investment objectives, policies and restrictions and their course of conduct of management and business affairs (8) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.";

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws. In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any shares is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the sole manager or by the Board of Managers subject to the 1915 Law and these Articles.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such account are to be taken by the sole manager or by the Board of Managers subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If more than one (1) Manager are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the individual signature of any Manager if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, visioconférence or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any member of the Board of Managers, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves. The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Chapter IV. - Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on May 1st Monday at 10 a.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the

transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgment of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders. The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present or represented and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders:	Shares:
Grazia Anna Maria Losavio, prenamed	6,375
Jacopo Benedetto Signorile, prenamed,	3,750
Edoardo Ciravegna, prenamed	2,375
Total	12,500

The amount of twelve thousand hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2015.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the Shareholders

Immediately after the incorporation of the company, the appearing parties, acting as stated above, representing the whole of the corporate capital, held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolved to establish the registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The shareholders resolved to set at three (3) the number of the Board of Managers.

Third resolution

The shareholders further resolved to appoint the following persons as managers of Company for an unlimited duration:

- Mrs. Grazia Anna Maria Losavio, born on August 20, 1943 in Taranto, Italy, residing professionally at Via Cataldo Nitti, 88, 74123 Taranto, Italy;
- Mr. Jacopo Benedetto Signorile, born on May 16, 1973 in Rome, Italy residing professionally at Via Pietro Raimondi 6, 00197 Rome, Italy; and
- Mr. Edoardo Ciravegna, born on July 21, 1949; in Bra, Italy; residing at Via Cosimo del Fante, 8, 20122 Milano, Italy;

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-deux septembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont Comparu:

1. Madame Grazia Anna Maria Losavio, née le 20 août 1943 Taranto, Italie, demeurant professionnellement au Via Cataldo Nitti, 88, 74123 Taranto, Italie, ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Taranto le 16 septembre 2015.

2. Monsieur Jacopo Benedetto Signorile, né le 16 mai 1973 à Rome, Italie, demeurant professionnellement au Via Pietro Raimondi 6, 00197 Rome, Italie, ici représentés par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en 15 septembre 2015.

3. Monsieur Edoardo Ciravegna, né le 21 juillet 1949 à Bra, Italie; demeurant professionnellement Via Cosimo del Fante, 8, 20122 Milano, Italy, ici représentés par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Milan le 15 septembre 2015.

Lesquelles procurations, signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclare constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme. Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les "Lois"), et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination "Megrez Capital S.à r.l."

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune du siège social par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. L'objet social de la Société est:

(1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes les sociétés commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères ou des entreprises;

(2) D'acquérir au travers de participations, d'apports, de souscriptions, d'achats ou d'options, de négociations ou de toute autre manière que ce soit, des titres, droits, brevets et licences et autres propriétés, droits et intérêts de propriétés que la Société jugera appropriés;

(3) De manière générale, de détenir, gérer, développer, vendre ou aliéner ceux-ci, en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera approprié, et en particulier pour les actions ou titres de toute société;

(4) De conclure, assister ou participer à des transactions financières, commerciales et autres;

(5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale d'une filiale, ou à toute autre société appartenant au même groupe que la Société (les "Sociétés Apparentées") toute assistance, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas même en faveur d'un prêteur tiers des Sociétés Apparentées);

(6) D'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

(7) D'agir en tant que commandité ("Associé Gérant Commandité") d'une ou plusieurs sociétés en commandite par actions et, à ce titre, la Société peut administrer et gérer ces sociétés en commandite par actions ainsi que leurs actifs et déterminer les objectifs d'investissement, politiques et restrictions ainsi que la ligne de conduite en matière de gestion et de gestion des affaires;

(8) De manière générale, de faire toutes les choses qui peuvent paraître à la Société comme accessoires ou favorables à la réalisation des objets ci-dessus ou de l'un d'entre eux;

La Société peut réaliser toutes les opérations commerciales, techniques et financières, liées directement ou indirectement à tous les secteurs décrits ci-dessus afin de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois. En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

La Société peut créer un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le gérant unique ou par le Conseil de Gérance sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre de parts sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le gérant unique ou par le Conseil de Gérance sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité. Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. - Gérants, Commissaires aux Comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants").

Si plus d'un (1) Gérant sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") ou Gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature individuelle d'un Gérant si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le "Secrétaire").

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout membre du Conseil de Gérance, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) au compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Chapitre IV. - Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le 1^{er} lundi du mois de mai à x10 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale

d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire. L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la "Réserve Légale"), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société. Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions. Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés:	Parts sociales:
Grazia Anna Maria Losavio, prenamed	6,375
Jacopo Benedetto Signorile, prenamed,	3,750
Edoardo Ciravegna, prenamed	<u>2,375</u>
Total:	12,500

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2015.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Résolutions des associés

Et à l'instant, les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé d'établir le siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième résolution

Les associés ont décidé de fixer à trois (3) le nombre du Conseil de Gérance.

Troisième résolution

Par conséquence les associés ont décidé de nommer les personnes suivantes comme gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Madame Grazia Anna Maria Losavio, née le 20 août 1943 Taranto, Italie, demeurant professionnellement au Via Cataldo Nitti, 88, 74123 Taranto, Italie;
- Monsieur Jacopo Benedetto Signorile, né le 16 mai 1973 à Rome, Italie, demeurant professionnellement au Via Pietro Raimondi 6, 00197 Rome, Italie; et
- Monsieur Edoardo Ciravegna, né le 21 juillet 1949 à Bra, Italie; demeurant professionnellement Via Cosimo del Fante, 8, 20122 Milano, Italy.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 1 octobre 2015. Relation: 2LAC/2015/22032. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208199/647.

(150234998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

LIT FP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 202.510.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of the month of December.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

Letterone Investment Holdings S.A., a société anonyme under Luxembourg law its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 181.082,

represented by Mr Maxime Nino, legal manager, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 9 December 2015 which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability Company ("société à responsabilité limitée") "LIT FP Holdings S.à r.l." which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "LIT FP Holdings S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may participate in any partnership, including as unlimited partner and/or general partner or manager of such partnership.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000) divided into two million (2,000,000) shares with a par value of one US Dollar cent (USD0.01) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Shares. Shares of the Company are in registered form only.

A share register will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said share register.

The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name a single proxy to represent the share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between a usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

The Company may consider the person in whose name the shares are registered in the share register as the full owner of such shares. The Company shall be completely free from any responsibility in dealing with such shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claims of such third parties in or upon such registered shares to be nonexistent, subject, however, to any right which such third party might have to demand the registration or change in registration of shares. In the event that a holder of shares does not provide an address to which all notices or announcements from the Company may be sent, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the share register and such holder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until a different address shall be provided to the Company by such holder. The holder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of written notification to the Company.

All communications and notices to be given to a registered shareholder shall be deemed validly made to the latest address communicated by the shareholder to the Company.

Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively signed, certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

Art. 8. Management Powers, Binding signature. The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of association to the general meeting or as may be provided herein.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of any one managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person

or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only a sole manager), or the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 9. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of him being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the fifteenth (15th) of June at 11:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on first day of the month of January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription, Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, said appearing party has subscribed and entirely paid-up the two million (2,000,000) shares.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Name	Professional Address	Title	Date of birth	City and country of birth
Maxime Nino	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Manager	13 th December 1983	Arlon (Belgium)
Ivan Zhivago	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Manager	9 th February 1985	Moscow (Russia)
Mustafa Kiral	6 Chesterfield Gardens, London W1J 5BQ	Manager	15 th April 1978	Girne Keryneia (Cyprus)

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December 2016.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal, on the day named at the beginning of this document.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder appearing party, who requested that the deed should be documented in the English language, said person signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

Letterone Investment Holdings S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 181.082,

représentée par Monsieur Maxime Nino, legal manager, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 9 décembre 2015, laquelle sera enregistrée avec le présent acte.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée «L1T FP Holdings S.à r.l.», laquelle est constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «L1T FP Holdings S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou autres entités commerciales, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires et d'autres titres de quelque nature que ce soit, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale, elle peut prêter assistance (par voie de prêts, d'avances, de garanties ou de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris en amont ou latéralement), prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut participer dans tout partenariat (y compris société en commandite, en nom collectif ou autrement), y compris en tant qu'associé à responsabilité illimitée et/ou associé commandité ou gérant.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant selon les modalités prévues en cas de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg et qu'à l'étranger.

Dans le cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert provisoire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des parties intéressées par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars des États-Unis (20.000 USD) divisé en deux millions (2.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un cent de dollar des États-Unis (0,01 USD) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par les associés selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Parts sociales. Les parts sociales de la Société sont uniquement nominatives.

Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout associé. La propriété des parts sociales nominatives sera établie par inscription dans ledit registre.

Les parts sociales sont indivisibles vis-à-vis de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, les personnes revendiquant la propriété de la part sociale devront nommer un seul mandataire pour représenter cette part sociale envers la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part sociale jusqu'à ce qu'une personne ait été ainsi nommée. La même règle s'applique en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un débiteur gagiste et un créancier gagiste.

La Société peut considérer la personne au nom de laquelle les parts sociales sont inscrites dans le registre de parts sociales comme étant l'unique propriétaire de ces parts sociales. La Société est exempte de toute responsabilité envers les tiers pour

toute opération sur ces parts sociales et sera justifiée à considérer tout droit, intérêt ou titre de ces tiers dans ou sur ces parts sociales nominatives comme non-existant, sous réserve toutefois de tout droit que pourrait avoir ce tiers de demander l'inscription ou le changement d'inscription des parts sociales. Dans le cas où un porteur de parts sociales ne fournit pas d'adresse à laquelle toutes les notifications et annonces de la part de la Société peuvent être envoyées, la Société peut permettre un avis à cet effet à inscrire dans le registre de parts sociales et l'adresse de ce porteur sera réputée être au siège social de la Société ou toute autre adresse pouvant ainsi être inscrite par la Société de temps à autre, jusqu'à ce que ce porteur indique une adresse différente à la Société. Le porteur peut, à tout moment, modifier son adresse telle qu'elle est inscrite dans le registre des parts sociales moyennant un avis écrit à la Société.

Toutes les communications et notifications à donner à un associé inscrit seront réputées valablement faites à la dernière adresse communiquée par l'associé à la Société.

Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui statue à la majorité simple et qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucune durée n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motif (*ad nutum*) et ce, à tout moment.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion ou à la tenue en personne de cette réunion. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant et ce, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis de convocation écrit doit être remis aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut toutefois être passé outre à cet avis de convocation si chaque gérant donne son assentiment par écrit, par câble, télégramme, télex, courriel ou télécopie, ou par tout autre moyen similaire de communication. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion du conseil devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Le conseil de gérance peut également et ce, à l'unanimité, adopter des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie ou tout autre moyen similaire de communication. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment signés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des Gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées, certifiées comme faisant foi ou un extrait de celles-ci pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale relèveront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique en cas de gérant unique ou, en cas de conseil de gérance, par la signature d'un gérant. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (en cas de gérant unique), le conseil de gérance, ou par deux gérants (y compris par voie de représentation).

Art. 9. Responsabilité des gérants. Le(s) gérant(s) ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, gérant ou délégué de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et pour toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure dans laquelle elle est impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de son mandat présent ou passé de gérant ou délégué et pour les sommes payées ou engagées par elle dans le cadre de leur règlement. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (civiles, pénales ou autres, y compris les procédures d'appel) actuelles ou éventuelles et les termes «responsabilité» et «dépenses» compren-

dront et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocats, frais, jugements, montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un gérant ou délégué: (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction; (ii) Dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) En cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou délégué peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou délégué et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présentes n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et délégués, en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du délégué ou gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par l'intermédiaire d'un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Assemblées générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où la loi le permet) ou lors de l'assemblée. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution écrite valable (le cas échéant) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation envoyé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prendront effet après approbation de la majorité tel que prévu par la loi en matière de décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être adoptée à tout moment et ce, sans convocation préalable.

Sauf disposition contraire de la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, les décisions portant sur la modification des statuts sont prises par (x) la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions portant sur le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

Lorsque et aussi longtemps que la Société compte plus de 25 associés, une assemblée générale annuelle sera tenue le quinze (15) juin à 11h00 de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont mis à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 14. Distributions. Il est prélevé, sur les bénéfices nets, cinq pour cent (5%) affectés à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de verser des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il apparaît que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés ainsi que des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés.

La prime d'émission peut être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription, Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, ladite partie comparante a souscrit et intégralement libéré les deux millions (2.000.000) de parts sociales.

Les parts sociales ainsi souscrites sont intégralement payées en numéraire de sorte que le montant de vingt mille dollars des États-Unis (20.000 USD) est à la disposition de la Société. La preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire soussigné.

Dépenses, Évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.500,-

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 1-3, boulevard de la Foire, L -1528 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Nom	Adresse professionnelle	Titre	Date de naissance	Ville et pays de naissance
Maxime Nino	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Gérant	13 décembre 1983	Arlon (Belgique)
Ivan Zhivago	1-3, boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg	Gérant	9 Février 1985	Moscou (Russie)
Mustafa Kiral	6 Chesterfield Gardens, London W1J 5BQ	Gérant	15 avril 1978	Girne Keryneia (Chypre)

Disposition transitoire

Le premier exercice comptable commencera à la date de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.

En foi de quoi, Nous, notaire soussigné, avons apposé notre seing et sceau, en date qu'en tête des présentes.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction en langue française. En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Après lecture du document au mandataire de la partie comparante, qui a requis que l'acte soit rédigé en langue anglaise, ladite personne a signé le présent acte original avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Signé: M. NINO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 14 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/39740. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015208185/431.

(150235411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Lac Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.002.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of October.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale), incorporated in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg) with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number RCS Luxembourg B 189.417, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by Hildegard Winnebeck, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 10 December 2015,

in its capacity as sole shareholder of LAC Prop Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198.002, incorporated on 24 June 2015 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2142 of 19 August 2015 and whose articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, residing in Diekirch, on 23rd October 2015 and corrected on 24 November 2015 by the undersigned notary, residing in Diekirch, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

- to cancel all shares of class A ("Class A Shares") and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500);

- to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand (90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company;

- to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company;

- to subsequently amend article 13 of the articles of association of the Company; and

- Miscellaneous

III. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to cancel all shares of class A (“Class A Shares”) and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand (90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500), represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, (ii), ten thousand (10,000) shares of class B (the “Class B Shares”), (iii) ten thousand (10,000) shares of class C (the “Class C Shares”), (iv) ten thousand (10,000) shares of class D (the “Class D Shares”), (v) ten thousand (10,000) shares of class E (the “Class E Shares”), (vi) ten thousand (10,000) shares of class F (the “Class F Shares”), (vii) ten thousand (10,000) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class H (the “Class H Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class I (the “Class I Shares”) and (x) ten thousand (10,000) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares and on (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares and (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class B Shares is the period starting on 11 December 2015 and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class B to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR= the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD= any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE= Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any

receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or

other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Tag des Monats Dezember,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, organisiert in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.417, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

hier vertreten durch Hildegard Winnebeck, Geschäftsführerin, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 10. Dezember 2015 erteilt wurde.

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der LAC Prop Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.002, gegründet am 24. Juni 2015 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2142 vom 19. August 2015, und deren Satzung zuletzt am 23. Oktober 2015 geändert und am 24. November 2015 korrigiert wurde durch Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, und bisher noch nicht veröffentlicht wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (die Gesellschaft),

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Dass die Agenda der außerordentlichen Generalversammlung wie folgt lautet:

Agenda

- Löschung sämtliche Anteile der Klasse A (“Klasse A Anteile”) und folglich Verringerung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von einhunderttausend Euros (EUR 100.000) vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

- Verringerung des Gesellschaftskapitals um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000)

Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vii) Klasse H Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

- folglich Änderung des Artikels 5 der Statuten der Gesellschaft;
- folglich Änderung des Artikels 13 der Statuten der Gesellschaft; und
- Sonstiges

IV. Die Alleingesellschafterin fasst die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, sämtliche Anteile der Klasse A zu löschen ("Klasse A Anteile") und folglich das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) zu verringern vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) zu verringern durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen, (ii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), (iii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), (iv) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), (v) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), (vi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), (vii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse F (die "Klasse F Anteile"), (viii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), (ix) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), (x) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse I (die "Klasse I Anteile") und (xi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse J (die "Klasse J Anteile"); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile und auf (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, (i) Klasse B Anteilen; (ii) Klasse C Anteilen; (iii) Klasse D Anteilen; (iv) Klasse E Anteilen; (v) Klasse F Anteilen; (vi) Klasse G Anteilen; (vii) Klasse H Anteilen; (viii) Klasse I Anteilen und (ix) Klasse J Anteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von

Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerberwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerberwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerberwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerberwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerberwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am 11. Dezember 2015 bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse C Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse B bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde).

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerberwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerberwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerberwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA= Verfügbarer Betrag

NP= Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P= alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR= der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L= Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR= alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD= sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE= Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

Der verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagios bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenenfalls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenfalls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

„Annullierungswert pro Anteil“ bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

„Zwischenbilanzen“ bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

„Zwischenbilanzzeitpunkt“ bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

„Gesamtannullierungsbetrag“ bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingeschäftsführer der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingeschäftsführerin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse G Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 7% (oder alternativ 4%) des Nominalwerts der Anteilsklasse G entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: H. WINNEBECK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21614. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208146/502.

(150233608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

JC International Distribution Services GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 157.268.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le 23.12.2015

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «JC INTERNATIONAL DISTRIBUTION SERVICES S.à r.l.», ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié, en date du 24 novembre 2010. La société a été mise en liquidation suivant acte notarié du 22 mai 2015.

L'Assemblée se compose de:

1) PJ International Services GmbH, 6, Avenue Guillaume, représenté par Monsieur Peter Jeurissen, gérant, né à Genk (B), le 18 Juin 1961, demeurant à D-59071 HAMM, Von Vincke Str., représenté par procuration

2) Monsieur Bradley COOK, demeurant à E-46185 Valencia, 15, Calla Salamanca, Urb. Cuatro Vientos, représenté par procuration

Ensuite l'associé représentant l'intégralité du capital social à pris les résolutions suivantes:

I.- L'Assemblée prend connaissance du rapport du liquidateur et approuve celui-ci.

II - L'assemblée entend le rapport de Monsieur Gérard Reis sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à Monsieur Emile Wirtz, de sa gestion de liquidateur de la Société.

L'assemblée donne également décharge au commissaire-vérificateur pour l'exécution de son mandat.

III.- Clôture de la liquidation:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société JC INTERNATIONAL DISTRIBUTION SERVICES S.à r.l. a définitivement cessé d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signature.

Référence de publication: 2015208069/34.

(150234918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

LDL S.A., LDL S.A., Loison Data Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6925 Flaxweiler, 18, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 77.904.

Im Jahre zweitausendfünfzehn.

Den sechzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit Amtswohnsitz in Grevenmacher.

Ist erschienen:

- Frau Rita JACOBS-BERWEILER, Bürokauffrau, wohnhaft zu D-54296 Trier, Ahornweg 4.

Welche Komparentin den unterzeichneten Notar ersuchte Folgendes zu beurkunden:

Dass sie die alleinige Aktionärin der Aktiengesellschaft "LOISON DATA LUXEMBOURG S.A.", abgekürzt: „LDL SA.“, mit Sitz in L-6925 Flaxweiler, 18, rue Principale, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 77.904, ist.

Die Gesellschaft wurde gegründet laut Urkunde, aufgenommen durch den damals zu Redingen/Attert residierenden Notar Camille MINES, am 17. August 2000, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 164 vom 3. März 2001, welche Statuten abgeändert wurden laut Urkunde, aufgenommen durch den damals zu Grevenmacher residierenden Notar Carlo GOEDERT, am 16. April 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1282 vom 23. Mai 2012.

Dass das Kapital der Gesellschaft einunddreißigtausend Euro (31.000.- €) beträgt und in dreitausendeinhundert (3.100) Aktien zu je zehn Euro (10.- €) eingeteilt ist.

Dass alle dreitausendeinhundert (3.100) Aktien der alleinigen Aktionärin zugeteilt sind.

Die alleinige Aktionärin erklärt eine Generalversammlung der Gesellschaft abzuhalten und ersucht den amtierenden Notar folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt daß die Aktiengesellschaft "LOISON DATA LUXEMBOURG S.A.", abgekürzt: „LDL SA.“ vorzeitig aufgelöst wird und ab dem heutigen Tage in die Liquidation tritt. Sie besteht nur mehr für den Zweck der Liquidation.

Zweiter Beschluss

Die Aktionärsversammlung beschließt einen Liquidator zu ernennen, nämlich:

- Frau Rita JACOBS-BERWEILER, Bürokauffrau, wohnhaft zu D-54296 Trier, Ahornweg 4.

Dritter Beschluss

Die Aktionärsversammlung überträgt dem Liquidator die ausgedehntesten Befugnisse, besonders diejenigen die erwähnt sind in den Artikeln 144 bis 148bis einschließlich, des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, so wie dieses Gesetz abgeändert wurde, ohne dass er der Genehmigung einer neuen Generalversammlung, in der von den Artikeln 145 und 148, Absatz 2 des vorgenannten Gesetzes, vorgesehenen Fällen bedarf.

Er wird von der Pflicht entbunden, ein Inventar vorzunehmen und kann auf die Bücher und Buchungen der Gesellschaft zurückgreifen.

Er kann eine Drittperson in seinen Befugnissen ermächtigen, aber nur für bestimmte Zwecke.

Alle Akte die die Gesellschaft verpflichten, werden vom Liquidator unterzeichnet, sofern keine Weiterübertragung von Vollmachten erteilt wurde; er braucht sich keiner Drittperson gegenüber zu rechtfertigen.

Die Gesellschafterin setzt das Gehalt des Liquidators fest.

Kosten

Die Kosten dieser Urkunde werden abgeschätzt auf eintausendeinhundert Euro (1.100.- €).

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu solidarischen Lasten der Gesellschaft und der Kompartentin.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Kompartentin, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Jacobs-Berweiler und J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 17 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11187. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 21. Dezember 2015.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2015208170/60.

(150234480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Pandemonium SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 185.515.

L'an deux mille quinze, le neuf décembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

S'est réunie:

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société PANDEMONIUM S.A. ayant son siège social à L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon;

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 19 mars 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1367 du 27 mai 2014 inscrite au registre de commerce sous le numéro B 185.515;

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Luc LANCIA, demeurant professionnellement à L-1716 Luxembourg, 32, rue Joseph Hansen,

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le Président de l'assemblée expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que le présent acte a pour objet de:

1. Transfert du siège social de la société de L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon vers L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie et modification de l'article 2 des statuts.

2. Divers

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant 100% du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée générale décide transférer le siège social de de L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon vers L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie et de modifier par conséquent l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société prend la dénomination de «PANDEMONIUM SA».

La société est constituée pour une durée indéterminée et aura son siège social à Strassen».

Déclaration des comparants

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société à environ 800,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Luc LANCIA, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 9 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21224. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 22 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208324/59.

(150233659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.